Ni sanction, ni nouvelle liste LR : le pari de Muselier

Le président de la Région était hier dans les Alpes-Maritimes et a engagé la riposte avant le conseil stratégique convoqué par « son » parti Les Républicains (LR) ce mardi matin.

En marge d'une visite de chantier, ce lundi à Nice, Renaud Muselier s'est arrêté sur les « *remous politiques* » provoqués par « *les déclarations du Premier ministre dans* Le JDD. »
Renaud Muselier dit rester fidèle à sa famille politique et au « *gaullisme* » qu'il définit comme « le dépassement des clivages dans l'intérêt supérieur du pays »… Ce qui n'exclut pas quelques tacles.

Renaud Muselier et Christian Estrosi en visite hier à Nice. Les deux élus sont, avec le maire de Toulon Hubert Falco, à l'initiative d'une alliance avec LREM dès le premier tour. (Photo Eric Ottino)

« Tout faire pour éviter » le Rassemblement national

« *Comme dans toutes les tempêtes,* commence Renaud Muselier, *on reconnaît deux catégories de marins. Il y a ceux qui se calfeutrent au fond de la cale et qui attendent que ça passe. Et il y a ceux qui montent sur le pont pour faire face, fidèles au poste. Je suis très heureux d'être au côté de mon ami Christian Estrosi qui fait définitivement partie de la deuxième catégorie. Ensemble, depuis 5 ans et demi nous portons la politique de la Région. Notre objectif est tout simplement de faire gagner cette région…* » Le président de la Région brandit la menace du Rassemblement national : « *Face à de tels enjeux nous voulons tout faire pour éviter qu'elle ne tombe aux mains de partis extrémistes ou sectaires. Dans cette perspective j'ai appelé au rassemblement le plus large. J'ai indiqué que le bon sens voudrait que la majorité gouvernementale m'apporte son soutien. Parce que je pense sincèrement que le dépassement est indispensable dans des élections locales. Le Premier ministre y a répondu favorablement. Il a annoncé le retrait de la liste de la majorité gouvernementale et sa volonté de soutenir la liste que je mène. Mais que les choses soient bien claires. Cette liste sera d'abord celle de la majorité régionale actuelle dont chacun reconnaît la qualité du bilan. Une majorité plurielle vivante, composée de huit familles politiques d'élus de droite, du centre, d'écologistes raisonnables, mais aussi d'élus qui ont rejoint la majorité présidentielle.* »

« Pas d'accord d'appareil »

« *J'entends des polémiques et des déclarations sans nuance qui parlent plus de la présidentielle que des intérêts des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ce n'est pas mon calendrier. Ce n'est pas ma préoccupation. C'est notre Région d'abord et avant tout. Il y a aussi beaucoup de rumeurs et de fake news qui circulent aussi sur la composition des listes. Il y a ceux qui croient savoir. Il y a ceux qui font croire qu'ils savent… Ces listes ne sont pas faites. Elles seront déposées le 17 mai conformément au calendrier électoral.* » Mais pour ce qui est de leur constitution, Renaud Muselier veut apporter une « précision » : « *Notre Région d'abord, cela veut dire qu'il n'y a pas d'accord d'appareil, qu'il n'y a pas de fusion de liste, et pour ce qui est de leur composition je donnerai la priorité aux candidats qui s'engagent à se consacrer à des enjeux locaux et non nationaux. Ce qui exclut, précise le président de la région Sud, les ministres, les sénateurs, les députés et les députés européens.* » Même s'agissant de Sophie Cluzel, la secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées qui devait initialement conduire la liste LREM dans le Sud ? « *On verra en temps voulu* », botte le président de la Région Sud. Et si les LR, réunis en conseil stratégique aujourd'hui, décident d'investir un autre candidat LR ? « *J'y serai, je suis au conseil national des Républicains et je leur dirai qu'il n'y a pas d'accord de parti* », ajoute Renaud Muselier qui assure toutefois que cela ne lui ferait « *pas peur* » pour autant. De toute façon « *l'investiture je ne l'ai jamais demandée* », assure Renaud Muselier qui indique avoir « *demandé le soutien de sa famille politique* »… Et compte bien le redemander lors de cette réunion à Paris qui s'annonce houleuse.

ERIC GALLIANO
egalliano@nicematin.fr

La phrase

« Y'a pas de droite, y'a pas de gauche. En fait, j'en ai rien à foutre… »

Renaud Muselier, en déplacement à Tende hier.

Les réactions

Les députés de la majorité présidentielle du Var sont unanimes. Philippe Michel-Kleisbauer, député MoDem de la 5e circonscription du Var, évoque une « *décision responsable. Face au RN, je préfère ne pas prendre de risques. J'ai honte pour ceux qui font à Muselier un procès en trahison !* »
Valérie Gomez-Bassac (6e circonscription du Var), défend « *le choix de la raison* ». Émilie Guérel (7e circonscription du Var), se dit « *convaincue qu'il faut sortir des postures pour impulser une réelle volonté de rassemblement* ». Cécile Muschotti (2e circonscription), tête de liste PS dans le Var en 2015 sur la liste de Christophe Castaner, encaisse sans ciller ce coup de barre à droite : « *Cela nous permettra de défendre nos idées au sein de l'hémicycle. Je suis terrifiée à l'idée que Thierry Mariani puisse gagner !* »
Sereine Mauborgne (4e circonscription du Var) voit dans cette coalition une alliance de personnes « *en confiance* ». Fabien Matras (2e circonscription du Var), enfin, l'assure : « *J'ai toujours parfaitement travaillé avec Renaud Muselier.* » **L. P.**